

L'ONU se réunit pour sortir la Somalie de l'oubli

Arrib News, 10/03/2011 – Source AFP Deux décennies après le début de la guerre civile en Somalie, le Conseil de sécurité de l'ONU va de nouveau exprimer jeudi le soutien de la communauté internationale au gouvernement somalien qui a lancé sa plus grande offensive contre les insurgés islamistes. Le Conseil de sécurité va tenir une réunion spéciale sur ce pays d'Afrique de l'Est avec en toile de fond une offensive majeure contre les milices shabab dans laquelle des dizaines de soldats de l'Union africaine ont été tués, tandis que les pirates somaliens infestent la mer au large des côtes. Au moins 400.000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit il y a vingt ans, et les Nations unies estiment que plus de deux millions de personnes sont maintenant menacées par la sécheresse. Pourtant, la Somalie peine à attirer sur son cas l'attention mondiale, monopolisée par la révolte en Libye et le conflit en Côte d'Ivoire. La Chine, qui assure la présidence tournante du Conseil de sécurité en mars, a organisé cette réunion qui soulignera le besoin crucial d'un gouvernement efficace en Somalie si celle-ci veut avoir une chance de retour à la normale. En parallèle, la Russie fait circuler un projet de résolution pour un vote ultérieur qui appelle à la création de trois tribunaux spéciaux et la construction de deux prisons spéciales pour les pirates somaliens, ont indiqué des diplomates. La Chine souhaite que les quinze Etats du Conseil de sécurité se mettent d'accord jeudi sur une déclaration qui insisterait sur le fait que le conflit en Somalie encourage la piraterie en mer et qui "soulignerait le besoin d'une approche globale pour s'attaquer à la piraterie et à ses causes". Le mandat du gouvernement de transition en Somalie arrive à son terme en août, aucun accord n'ayant été conclu entre le président Sharif Cheikh Ahmed et les différents clans et factions du pays. La déclaration de jeudi devrait inviter le gouvernement à promouvoir "un dialogue et une participation plus large" et appeler les Etats membres de l'ONU à renforcer les troupes de l'Union africaine, 8.000 soldats de l'Ouganda et du Burundi qui soutiennent à bout de bras le fragile gouvernement somalien. Au moins 43 soldats du Burundi ont été tués lors du dernier affrontement pour le contrôle de Mogadiscio, selon des sources sécuritaires, et les pays africains demandent une aide internationale accrue pour assurer la stabilité du gouvernement. « C'est une crise très difficile qui a presque été oubliée par la communauté internationale », a souligné l'ambassadeur d'Afrique du Sud à l'ONU, Baso Sangqu, l'un des trois représentants de l'Afrique au Conseil de sécurité. L'ambassadeur sud-africain a exprimé la frustration des pays du continent face aux raisons politiques et financières invoquées par les grandes puissances pour refuser les demandes que les Nations unies prennent le relais des forces de l'Union africaine en Somalie (Amisom). « Si c'était une force de l'ONU, nous lui donnerions plus de ressources », a-t-il souligné. « Elles (les grandes puissances) disent : "montrez-nous ce que vous pouvez faire pour que nous puissions vous donner davantage de ressources et de puissance". Combien de vies doivent être perdues avant que l'on réalise que quelqu'un doit faire quelque chose ? », s'est interrogé le diplomate. « L'Amisom garde le gouvernement à flot, mais nous devons faire plus que cela et faire en sorte le gouvernement puisse tenir debout par lui-même », a-t-il insisté.